

# ANGOLA

## Les difficultés du F. L. N. A.

**A**U cours des derniers mois s'est précisée une évolution partiellement nouvelle dans la situation du mouvement de libération national angolais. Des facteurs d'ordre aussi bien intérieur qu'international ont joué et joueront probablement encore davantage dans un avenir rapproché.

Le fait le plus important est la division grave qui s'est produite dans le GRAE (1) et qui a déjà eu des répercussions dans le FLNA et dans le mouvement angolais dans son ensemble. Cette division s'est concrétisée par la démission spectaculaire de Sawimbi, ministre des affaires étrangères du gouvernement Holden qui a entraîné d'autres démissions, y compris au sein du gouvernement (dont celle du ministre des armements Taty).

La dissidence de Sawimbi remonte à plusieurs mois. D'après des sources sérieuses, cette opposition se serait concrétisée au printemps dernier, par un avis divergeant de Sawimbi — nettement minoritaire, sur l'affaire du voyage d'une délégation du GRAE à Pékin. Sawimbi prétend s'être opposé à la forme dans laquelle le voyage fut envisagé et non au voyage lui-même, comme le disent ses adversaires. Il s'est opposé également à l'acceptation de la demande d'intégration dans le FLNA du groupe dirigé par Viriato Da Cruz. Cependant ce n'est que plus tard que l'affaire est venu au grand jour sous des formes assez spectaculaires.

Il est difficile d'évaluer les conséquences qu'implique la rupture de Sawimbi. L'annonce qu'il a gagné d'autres alliés, dont le chef d'état-major du FLNA, Kalundugo, et l'ancien représentant du GRAE au Katanga, Valentin, ne saurait être sous-estimée. Par contre, Florentin Duarte, ancien représentant du GRAE au Caire, qui pendant toute une période avait aidé Sawimbi à préparer son opération, est maintenant en rupture avec lui. On ne peut, d'autre part, négliger le fait qu'une alliance s'esquisse entre Sawimbi et le MPLA-Netho.

Mais que va-t-il se passer à l'intérieur de l'Angola? Encore une fois, il est difficile de se prononcer, car les versions les plus contradictoires circulent. Ici entre en jeu un facteur, encore puissant en Angola, à savoir le facteur tribal. Sawimbi appartient à la tribu des Ovimbudus — son père en est l'un des chefs principaux — et cela pourrait avoir une très grande importance sur l'attitude de cette tribu qui compte deux millions de personnes environ et est la plus importante du pays. L'une des conséquences les plus impératives de la rupture de Sawimbi pourrait être l'élimination de l'influence de Holden et du FLNA dans les régions occupées par les Ovimbudus et la création éventuelle d'un mouvement de guerrilla sous l'influence de Sawimbi. Ainsi Holden en serait à nouveau réduit essentiellement au territoire Bakongo, celui de sa propre tribu.

Mais les difficultés de Holden ne s'arrêtent pas là. Il est connu qu'il disposait depuis des années de la base du Congo et d'une aide de la part du gouvernement d'Adoula. On ne pouvait reprocher sérieusement au FLNA d'exploiter cette possibilité, mais cette situation lui a créé des difficultés, surtout à partir du moment où les guerrillas de Pierre Mulêle et de Gaston Soumialot ont commencé à se développer. La chute d'Adoula, la formation du gouvernement Tschombé et l'évo-

lution dramatique de la situation au Congo devaient évidemment rendre la position de Holden plus critique et extrêmement dangereuse.

Pour compléter le tableau, il faut noter que depuis les vicissitudes graves qu'il avait connues en 1962 et 1963, le MPLA a réussi à marquer quelques points, grâce à l'affaire Sawimbi et à certains appuis internationaux devenus plus ouverts (voir voyage de Nétho à Moscou). Il n'y a pas de doute que, quels que soient ses flottements et quelle que soit l'orientation réelle de Nétho, le MPAL-Nétho a conservé des cadres valables et à même réussi à animer un maquis dans la région — enclave de Cabinda.

Tous ces développements ont eu pour conséquence, que certains Etats africains ont l'intention de rouvrir le dossier angolais et peut-être de reviser leur position (en fait, une nouvelle commission d'enquête a été mise sur pied) et que même certains éléments favorables à un ralliement au FLNA semblent se cantonner à nouveau dans une attitude très prudente.

En tout cas la lutte en Angola s'annonce plus que jamais longue et difficile. Les derniers mois ont été marqués par une certaine stagnation. Cette lutte sera compliquée par l'incidence de facteurs extérieurs (africains et extra-africains). Une évolution dans le mouvement de libération est tout à fait possible et la cristallisation des forces actuelles est loin d'être définitive.

Sur la base des données dont on peut disposer et des interprétations les plus plausibles (il est notoire que les faits mêmes sont dans une large mesure controversés dans la lutte interne du mouvement angolais), on peut conclure que le FLNA continue à regrouper la partie la plus considérable des forces qui luttent dans le pays. Les révolutionnaires ont donc le devoir de lui assurer leur collaboration et leur aide, quelles que soient les critiques qu'ils font à sa direction ou à certaines de ses personnalités dirigeantes. Toutefois, si d'autres mouvements sincèrement anti-impérialistes se développaient indépendamment du FLNA dans certaines régions du pays, ils auraient aussi le droit de bénéficier de l'aide des révolutionnaires.

Il ne faut oublier, enfin, que le problème d'une coordination de la lutte des forces nationales angolaises n'est pas résolu et qu'il est important d'éviter que ne se produisent des conflits graves dont profite inévitablement l'ennemi commun.

La participation des révolutionnaires aux luttes du mouvement angolais sera en dernière analyse la manière la plus efficace d'aider ce mouvement à déjouer toute sa voie vers un programme socialiste.

Livio MAITAN

## Un été chargé d'électricité

(suite de la page 1)

deux membres s'affrontent les armes à la main, autour d'un petit Etat dont l'indépendance serait pacifique si un tel acharnement n'avait été mis par les impérialistes à le conserver comme base militaire.

Au cours de tous ces conflits, une place spéciale est celle de notre propre impérialisme. De Gaulle, en se désolidarisant de ses partenaires, continue à mener la politique de chantage par laquelle il entend monnayer la place de la France dans le concert économique et politique des nations bourgeoises, et restaurer la puissance française dans une Europe dominée par lui. Ce jeu, qu'une certaine détente entre les Grands et l'affaiblissement de ceux-ci au sein de leur propre camp, ont rendu possible, est objectivement favorable à tous les aspects de la lutte anti-impérialiste.

Par cette politique, de Gaulle va au-devant de la volonté de paix des masses et flatte un anti-américanisme qui se répand dans le monde entier comme conséquence des interventions contre-révolutionnaires des Etats-Unis. Ceci a pour conséquence qu'il n'y a pas d'opposition qui puisse avoir la perspective de battre De Gaulle en se réclamant de l'atlantisme et de l'« amitié américaine », comme le font les socialistes, ou en préconisant le retour à la démocratie, comme le font les dirigeants du P.C.F. qui, en même temps, déclarent ne pas être contre toutes les propositions de de Gaulle.

La seule politique qui, en France, correspondrait réellement à la lutte des masses des pays sous-développés, c'est une politique de front unique des partis ouvriers sur un programme anticapitaliste fait en politique intérieure qu'en politique internationale.

M. DERVAL.

# Au Sud-Vietnam

## LE COMMENCEMENT DE LA DÉBACLE

Les coups d'Etat se succèdent au Viet-Nam du Sud à un rythme vertigineux. L'armée et l'Etat se décomposent rapidement et sûrement sans aucun espoir de salut. Il était vain de rechercher une succession au régime de Diem dans le cadre du protectorat américain. Le régime des généraux a épuisé ses possibilités en l'espace de peu de mois et ce sont maintenant des bouleversements fondamentaux qui sont à l'ordre du jour.

par Hoang-Giang

La désignation de Khanh, le 16 août en tant que président de la République et l'adoption de la nouvelle Constitution a peine proclamée, des milliers de manifestants, bouddhistes et étudiants descendent dans la rue, pour en réclamer l'abolition. Ce sont les mêmes manifestants qui ont provoqué la chute de Diem. Mais cette fois, ils ne se contentent plus d'exprimer leur mécontentement devant tel ou tel abus au pouvoir dont ils ont été victimes. Ils entendent dicter leur façon de voir, quant à la manière dont doit être gouverné le pays. Ils exigent l'abolition IMMEDIATE de la Charte, la dissolution du Comité révolutionnaire, la démission de Khanh. Ils occupent la maison de la Radio, assiègent la résidence du Chef de l'Etat...

En quelques heures sous la menace de la foule, toutes ces revendications ont été satisfaites, le pouvoir s'est incliné totalement. Il est vrai que les concessions de Khanh ne constituaient qu'une mesure de tactique conseillée par ses maîtres américains afin d'éviter un affrontement brutal avec les manifestants. Mais le fait que le pouvoir a cédé, même momentanément, aux pressions des manifestations de rue suffit pour démontrer la fragilité de ce pouvoir qui se veut fort. Il est aussi à noter que Khanh a dû payer son maintien au pouvoir au moyen de concessions à l'égard d'autres tendances militaires représentées par MINH et KHIEM.

Ce replâtrage n'a résolu aucun problème, mais a discrédité davantage le pouvoir des militaires aux yeux des masses sud-vietnamiennes. Bien que Khanh fasse mine de se rapprocher des étudiants et des bouddhistes, ces derniers, par expérience placent de moins en moins leur confiance en un gouvernement dirigé par des généraux. Les mots d'ordre « gouvernement civil » ; « A bas la dictature militaire » ; « Yankee go home » apparus dans les rues de Saigon, de Hué, notamment de Da-Nang, durant les 2 dernières semaines du mois d'août montrent la radicalisation du mouvement.

Le développement du courant anti-américain est un nouveau facteur important à retenir. Les esprits ne s'échauffent plus seulement contre les chefs militaires, mais contre les vrais détenteurs du pouvoir : les Etats-Unis. Une décantation politique commence à se faire, bien qu'encore timidement. La cause en est que, sorti d'un long cauchemar de 8 ans de dictature de Diem, le pays a besoin d'un certain délai pour se reprendre. Par peur de représailles, les manifestants se voient encore pudiquement d'un « rideau de légalité ». Mais le jour approche où les grandes masses des villes, à l'exemple des bouddhistes et des étudiants, entreront en scène.

Le mot d'ordre « U.S. go home » sera une arme redoutable qui dressera la population entière contre ceux qu'elle considère comme des occupants. Déjà à Da-Nang, les soldats américains ont tiré sur la foule venue protester contre leur présence. Une dizaine de morts restent sur le pavé, mais le sang des morts, incite à la vengeance.

Le régime du Viet Nam au Sud a atteint un degré de pourrissement très avancé. La situation est devenue telle que « tout le monde commande et personne obéit ». Chaque général, n'en fait qu'à sa tête. Chacun cherche à avoir une petite troupe fidèle pour avoir une base de pression et de manœuvre. Pendant que Minh va chercher à Hué le soutien des bouddhistes et des étudiants de cette région, Khanh multiplie ses contacts avec un certain nombre d'officiers afin d'obtenir des déclarations de loyauté qui n'ont aucune valeur durable.

Il est obligé de déléguer une partie des pouvoirs à Minh qui redevient chef d'Etat et à d'autres officiers qui le soutiennent pour mieux le tenir à leur merci. C'est un perpétuel mouvement d'intrigues, de chantage et de compromis où la fin n'est que commencement.

Pendant ce temps, les masses des villes commencent à prendre conscience de la situation. Les manifestations des étudiants et des bouddhistes n'en sont que les premières prémises. Les syndicats et les masses ouvrières ne tarderont à entrer dans la lutte. Ce jour-là la situation sera changée du tout au tout. Il ne s'agira plus seulement d'exiger un changement de politique mais d'entreprendre la conquête du pouvoir.

Jusqu'à maintenant, les ouvriers des villes se contentent d'un rôle secondaire devant le mouvement des bouddhistes et des étudiants. La cause principale tient au manque d'une direction capable de les entraîner immédiatement dans la lutte. Les ouvriers étaient organisés, du temps de Diem, dans les syndicats CFIC pro-gouvernementaux. La majorité des cadres supérieurs et moyens étaient membres du parti Can-Lao de Nhu, l'un des piliers du pouvoir de la famille des Ngô. Parmi ces cadres, notamment des cadres moyens, se sont glissés un certain nombre de militants du Front de Libération et de militants trotskystes. Sous le règne des Ngô, ceux-ci étaient arrêtés et emprisonnés en grand nombre pendant de longs mois. Après le premier coup d'Etat, certains d'entre eux ont été relâchés. Mais la situation évolue extrêmement vite et il leur faut un certain temps pour rétablir le contact avec la base, pour s'organiser, pour repenser un certain nombre de questions importantes.

La deuxième cause, c'est que le mouvement des bouddhistes et des étudiants, bien que progressif par son évolution et son dynamisme est d'une nature très complexe. D'origine religieuse, il revêt, au début un esprit anti-communiste et anti-F.N.L. Pendant une certaine période, ce mouvement a cherché les appuis d'un groupe de militaires contre un autre groupe. Chez les étudiants, la tendance pro-américaine prévaut sur la tendance anti-impérialiste. Au fur et à mesure que la situation évolue, les bouddhistes et les étudiants sont placés devant des réalités qu'il est difficile d'esquiver.

Dès lors, par expérience, par intuition, ils se frayent la voie dans une opposition de plus en plus radicale contre le régime des généraux et leurs protecteurs américains l'anticommunisme s'atténue. Est-ce là, l'orientation des dirigeants? Nullement. Nous savons que dans les journées du 24 et 25 août, affolés par l'ampleur et la tournure que prenaient les manifestations, les dirigeants bouddhistes ont essayé de collaborer avec le pouvoir afin de stopper le mouvement.

Malgré toutes ces faiblesses, le mouvement des bouddhistes et des étudiants dans le contexte actuel, est éminemment progressif. Les masses ouvrières des villes doivent non seulement le soutenir, mais chercher à l'élargir, à y participer afin de le pousser le plus loin possible dans la voie d'un soulèvement général et de la formation d'un gouvernement basé sur des comités populaires. Ce gouvernement devra entamer immédiatement avec le Front de Libération des pourparlers pour rétablir la paix, organiser les élections générales et faire sortir le pays du chaos et de la misère. Telle est la perspective à l'heure présente.

HOANG-GIANG

(1) Gouvernement de la République angolaise en exil.

ABONNEMENT — 1 an : 10 F  
● Sous pli fermé : 15 F ● De soutien : 20 F ● C.C.P. 19.591.39  
Paris

Nos bureaux sont ouverts tous les jours ouvrables, de 15 heures à 19 heures, 21, rue d'Aboukir Paris-2<sup>e</sup> - Tél. : GUTenberg 06-57.

Le gérant : G. DAVY

Imp. « E.P. », 232, r. de Charenton Paris-12<sup>e</sup>